



la vie des territoires, l'avis des projets.

**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 15 juin 2023**

OBJET : 1 - RESSOURCES HUMAINES – Dénonciation des avantages et usages sociaux précédents

Délibération n° 2

Le quinze juin deux mille vingt-trois à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL du Dauphiné) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **15**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **15**

Administrateurs présents : 9

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, M. CATTIN, M. CORBET, M. LONGO, M. MATHIEU, M. MOREAU, M. MOCELLIN, Mme PANTEL.

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 6

Mme BELAIR à Mme PANTEL, M. BUSTOS à M. AMADIEU, M. DESPESSE à M. MOREAU, Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET, Mme MARTIN-GRAND à M. MOCELLIN, M. QUEIROS à M. LONGO.

Mme Chloé PANTEL a été nommée secrétaire de séance.

Vu la délibération n°4DL04087RH du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise en date du 14 octobre 2004 portant sur les congés pour raisons de santé, le régime de protection et la rémunération (congés de maladie ordinaire, congés grave maladie, congés pour accident du travail ou maladie professionnelle, congé de maternité, paternité ou d'adoption, principe de la subrogation)

Vu la délibération n°4DL07007RH du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise en date du 8 février 2007 instaurant des prestations sociales pour le personnel (prime de rentrée scolaire et prime de naissance)

Vu la délibération n°4DL08021RH du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise en date du 5 juin 2008 mettant en place une participation employeur pour les repas pris dans les restaurants administratifs conventionnés

Vu la délibération n°4DL11081RH du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise en date du 6 octobre 2011 mettant en place un contrat de couverture santé obligatoire pris en charge à 50% par l'employeur et un contrat de couverture obligatoire « décès, invalidité et incapacité de travail » pour les salariés cadres et non cadres pris en charge totalement par l'employeur auprès de Malakoff Médéric

Vu la délibération n°4DL16012AG du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en date du 17 mars 2016 modifiée par la délibération n°4DL16073AG en date du 27 octobre 2016 formalisation la prise en charge employeur pour les abonnements transports en communs dans le cadre du plan de déplacements d'entreprise (PDE)

Considérant que :

- L'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné est un établissement à caractère industriel et commercial (EPIC), doté de la personnalité morale et de l'autonomie juridique et financière. Pour autant, lors de sa création en 2002, il a été accompagné dans sa montée en charge d'activités par la Communauté d'agglomération Grenobloise qui, dans le cadre d'une convention de gestion contre rémunération, lui a apporté des moyens logistiques et humains pour assurer son bon fonctionnement avant d'acquérir une taille suffisante et prendre son autonomie.
- Durant l'application de cette convention, les salariés de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné ont bénéficié de contrats de travail et d'avantages sociaux calqués sur ceux octroyés par la Communauté d'agglomération Grenobloise à ses salariés.
- Dans le cadre de son processus d'autonomisation, l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné a dénoncé cette convention en 2021 avec pour conséquences la perte de l'affiliation à divers services et avantages sociaux. L'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné s'est donc attelé à redéfinir une politique sociale et salariale globale et cohérente. La première étape a été la négociation et la mise en place d'un accord d'entreprise applicable au 1^{er} janvier 2021. La deuxième est la structuration d'un nouveau cadre d'usages (pratiques et avantages sociaux) plus adapté à son fonctionnement actuel et aux attentes des salariés.

- Ces usages et avantages sociaux sont rassemblés au sein d'un ~~recueil qui sera institué par~~ décision du directeur, seule fonction ayant autorité sur le personnel. Il entrera en application au 1^{er} juillet 2023. Il reflète les orientations d'un management de la structure axé sur le bien-être au travail, la sécurité des salariés, la facilitation des conditions de travail et de l'exercice des missions, la facilitation des conditions de transport, une attention particulière à l'épanouissement personnel.
- Selon le cas, l'usage peut être encadré par des textes de loi, qui, s'il est adopté ou amélioré par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, fixent des modalités d'octroi. L'usage volontairement choisi ou amélioré par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, ne crée aucun droit acquis et définitif. Il peut être en conséquence, dénoncé selon les règles applicables en la matière.
- Le contenu du recueil des usages et avantages sociaux a fait l'objet d'une concertation au printemps 2023 avec le personnel via le comité social et économique (CSE).

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Annule les délibérations suivantes :
 - La délibération n°4DL04087RH du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise du 14 octobre 2004
 - La délibération n°4DL07007RH du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise en date du 8 février 2007
 - La délibération n°4DL08021RH du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise du 5 juin 2008
 - La délibération n°4DL11081RH du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise du 6 octobre 2011
 - La délibération n°4DL16012AG du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné du 17 mars 2016 modifiée par la délibération n°4DL16073AG du 27 octobre 2016
- Met fin aux avantages et usages sociaux, conférés par ce corpus de délibérations, pour le personnel à compter du 1^{er} juillet 2023.

Conclusions adoptées à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président



Laurent AMADIEU

